

LE 18 NOVEMBRE, TOUS EN GREVE !!

Les politiques d'austérité menées depuis plusieurs années ont mis la DGFIP dans une situation telle que les agents n'ont plus aujourd'hui la possibilité d'assurer correctement leurs missions, et avec des conditions de travail toujours plus dégradées : **30 000 emplois supprimés à la DGFIP entre 2002 et 2013 !**

Cela signifie des services publics affaiblis, des missions qui ne sont plus faites, une souffrance au travail qui augmente... c'est le constat que nous dressons chaque jour avec vous dans les HMI ou visites de postes.

Alors que **la Démarche stratégique** poursuit son objectif de réduction des structures pour absorber les milliers de suppressions d'emplois (restructurations, fusions, fermetures de services...)

le Pacte de responsabilité est une véritable déclaration de guerre aux services publics et à ses agents !

Qu'on en juge : **50 milliards de réduction de la dépense publique utile au plus grand nombre**, contre 30 milliards d'exonérations et crédits d'impôts pour les patrons !

Ce sont plusieurs milliards d'euros de dépenses de fonctionnement en moins et autant de moyens dont seront privés les services publics pour réaliser leurs missions :

- avec encore 2000 suppressions d'emplois en 2015, auquel il faut rajouter près de 3000 vacances d'emplois... **les agents de la DGFIP sont en voie de disparition !**
- la diminution des moyens matériels, alors que les directions sont déjà en grandes difficultés à la mi-octobre...
- des frais de déplacement qui tarderont à être remboursés, alors qu'ils ne couvrent même pas les frais engagés par les collègues car non revalorisés, comme la CGT le demande depuis des années...
- la diminution continue des plans de promotion
- la poursuite du gel du point d'indice, depuis 2010 et jusqu'en 2017...

Les annonces faites en groupe de travail sur les missions sont accablantes !

- regroupement des SIE : dans 15 départements, il n'y en aurait plus qu'un seul !
- abandon du contrôle fiscal dans les directions locales : selon une estimation, pas moins de 100 brigades seraient supprimées !
- transfert de compétences vers le privé, notamment le recouvrement de produits locaux : jusqu'à ¼ de l'activité d'une trésorerie municipale qui pourrait être touché !
- regroupement de la gestion des hôpitaux sur une structure
- et par le biais de la réforme territoriale : regroupement des paieries régionales, disparition des départements, ...
- disparition programmée de 800 trésoreries C4
- chantiers de l'interministérialité à ouvrir pour les services relatifs au personnel et au matériel...
- informatique : une diminution du budget « considérable » selon les propos du sous-directeur !

Par ailleurs, parallèlement à l'abandon progressif de sa mission d'accueil pourtant chère à la DGFIP au moment de la fusion, et profitant du débat qui s'ouvre sur les horaires, **la DG introduit le « cadencement », ou comment réduire voire refuser des congés selon les périodes !**

Et comme si tout cela ne suffisait pas, le gouvernement vient de lancer une nouvelle construction juridique : Les Maisons de l'Etat qui visent au regroupement de missions de différents ministères, voire de collectivités locales... la mise en place de corps interministériels ne serait plus très loin !

FACE A CE CONSTAT, QUE FAIRE ?

C'est aussi la question que vous nous posez, régulièrement.

Alors que devait se tenir le CTR (Comité technique de réseau) le 18 novembre, La CGT Finances Publiques a pris ses responsabilités, et estimé qu'il n'était plus temps d'attendre !

IL FAUT NOUS MOBILISER !

- ▶ Contre les politiques d'austérité et la liquidation des services publics ;
- ▶ Pour le retrait du pacte de responsabilité et l'arrêt de la démarche stratégique ;
- ▶ Pour le développement d'une protection sociale couvrant tous les besoins ;
- ▶ Pour le déblocage du point d'indice et l'augmentation des salaires ;
- ▶ Contre tout recul sur nos règles de gestion et nos droits statutaires ;
- ▶ Pour l'arrêt des suppressions d'emplois ;
- ▶ Pour la création des emplois nécessaires au bon fonctionnement des services et à de bonnes conditions de vie au travail.

Malgré les difficultés de la période, pour la CGT Finances Publiques, cette mobilisation passe par une journée de grève !

La CGT Finances Publiques demande au DG d'ouvrir des négociations sur :

- ▶ L'augmentation des moyens matériels de la DGFIP.
- ▶ Le comblement des vacances d'emplois et la création d'emplois nécessaires à la DGFIP pour assurer l'ensemble de ces missions.
- ▶ L'amélioration des conditions de vie au travail à la DGFIP.
- ▶ La revalorisation du régime indemnitaire des agents de la DGFIP.
- ▶ Le renforcement et l'amélioration des règles de gestion

Comme il en a été proposé au plan national, notre section locale s'est rapprochée des autres organisations syndicales du 91 afin de mobiliser ensemble sur cette journée de grève **qui est aussi une journée nationale d'action appelée par l'intersyndicale Fonction Publique CGT, FAFP, FSU et Solidaires.**

MARDI 18 NOVEMBRE - TOUS EN GREVE !!
LES AGENTS DE LA DGFIP DOIVENT ETRE ENTENDUS !!

Rassemblement Fonction publique devant l'Assemblée Nationale entre 12h et 14h, puis demande d'audience à la DGFIP.

La section de la CGT Finances Publiques de l'Essonne vous invite à participer à son

ASSEMBLEE GENERALE le 25 novembre

à la Maison des Syndicats à Evry, Place des Terrasses de l'Agora.

Pour vous inscrire ou prendre contact : cgtfip91@laposte.net

Le site local : <http://www.financespubliques.cgt.fr/91/>

